

Pouvoir d'emprunt—Loi

faire une réservation pour aller vers le nord. Pourquoi? Parce que toutes les places étaient déjà réservées.

La réduction des subventions à VIA Rail se traduira par une hausse des tarifs, une diminution accrue du service dans les régions rurales et l'abaissement des normes d'entretien. Au Canada, le train est un symbole important de l'unité nationale. L'abandon des trains de passagers au Canada ne fera qu'affaiblir l'unité nationale et dressera les régions les unes contre les autres. VIA Rail a besoin de remplacer son matériel désuet par du matériel moderne. Cela lui permettrait de rester concurrentielle. Il faut que VIA Rail puisse maintenir des tarifs compétitifs. Il faut qu'elle puisse étendre son réseau pour respecter son mandat. Le gouvernement n'entend rien à l'industrie ferroviaire et, pour tout dire, je crois qu'il s'en bat l'oeil.

Dans ma circonscription, beaucoup de collectivités du nord ou isolées essaient d'obtenir les services de Radio-Canada depuis plusieurs années. Les collectivités indiennes dont le seul lien avec le monde extérieur pourrait être les services de la Société Radio-Canada ont dit à maintes reprises à M. Juneau qu'en raison des compressions budgétaires, Radio-Canada ne pouvait pas leur offrir ses services. Combien de temps encore ces collectivités devront-elles attendre les services de Radio-Canada?

Le gouvernement a déclaré qu'il s'était engagé à assurer la croissance et le développement de la vie culturelle de notre pays. Dans un questionnaire qu'a fait circuler l'Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists, les conservateurs ont répondu en promettant d'augmenter le financement de Radio-Canada afin d'aider cette société à jouer son rôle de chef de file. L'ACTRA estime qu'en 1993-1994, le déficit de Radio-Canada en chiffres réels s'élèvera aux alentours de 300 millions de dollars. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que cette société n'aura pas d'autre choix que de réduire les services et la programmation canadienne et se verra obligée de fermer des stations dans tout le pays et de licencier un nombre considérable de personnes.

Encore une fois, les Canadiens habitant les zones rurales seront les victimes de ces coupures. Encore une fois, le gouvernement n'a pas tenu sa promesse. Il prétend qu'il s'est engagé à l'égard du secteur agricole de notre pays et pourtant les mesures budgétaires annon-

cées vont couper plus de 324 millions de dollars aux programmes agricoles au cours des deux prochaines années. La plus importante de ces coupures concerne le Programme d'assurance-récolte. Le gouvernement fédéral essaye une fois de plus de transférer le fardeau aux provinces.

Ce qui est le plus inquiétant pour le secteur agricole canadien, c'est la révision complète de tous les programmes agricoles fédéraux. Alors qu'une révision des programmes peut permettre à un gouvernement de les rendre plus efficaces et plus rentables, la révision en question est inquiétante étant donné les antécédents du gouvernement. Le gouvernement est prêt, semble-t-il, à remanier tout le système agricole au Canada. Son principal but est d'arrêter de subventionner les agriculteurs afin de réduire davantage le déficit.

Je n'ai abordé que quelques-unes des questions fondamentales qui concernent ma circonscription. Je n'ai fait que gratter la surface. Il y a tant à dire à propos de ce budget. Ce projet de loi, une fois adopté, approuvera un pouvoir d'emprunt de 24,8 milliards de dollars. Connaissant les antécédents du gouvernement en matière de gestion, je suis certain qu'il en demandera davantage.

Dans les prévisions économiques du Conference Board, on peut lire en réponse au budget:

On ne prévoit pratiquement aucune croissance pour la deuxième moitié de cette année et il y a un risque net de récession.

Le Conference Board ajoute que les milieux des affaires et des finances ont été déçus par le budget fédéral. Ils s'attendaient à de plus grandes coupures dans les dépenses et à moins d'augmentations d'impôt pour les consommateurs.

M. Bosley: Êtes-vous en faveur de cela?

M. Nault: Je suis certain que nous connaissons la récession que prédit le Conference Board. Les consommateurs recommenceront à déposer leur argent dans des comptes d'épargne afin de profiter des taux d'intérêt élevés au lieu de le dépenser pour acheter des biens et services. L'économie canadienne deviendra stagnante.

Le gouvernement conservateur a détruit les rêves de beaucoup de Canadiens avec ce budget et avec sa politique monétaire. Il dit qu'il ne veut pas laisser ce déficit à la prochaine génération. Je sais que beaucoup de mes électeurs et beaucoup d'autres Canadiens refusent de croire tout ce que dit le gouvernement parce qu'il y a eu trop de promesses non tenues.